

# **SPASER DE LA VILLE DE MAMOUDZOU**



— VILLE DE —  
**MAMOUDZOU**

## SOMMAIRE

1 - <b>Préambule</b> .....	3
1.1 - Contexte global .....	5
1.2 - Contexte acheteur.....	6
2 - <b>Axe social</b> .....	8
2.1 – Objectifs.....	9
2.2 - Moyens d'action .....	9
2.3 - Indicateurs et objectifs cibles .....	9
3 - <b>Axe environnemental</b> .....	10
3.1 – Objectifs.....	11
3.2 - Moyens d'action .....	11
3.3 - Indicateurs et objectifs cibles .....	12
4 - <b>Axe économique</b> .....	13
4.1 – Objectifs.....	14
4.2 - Moyens d'action .....	14
4.3 - Indicateurs et objectifs cibles .....	14
5 - <b>Axe gouvernance</b> .....	15
5.1 – Objectifs.....	16
5.2 - Moyens d'action .....	16
5.3 - Indicateurs et objectifs cibles .....	16
6 - <b>Lexique</b> .....	17

# 1 - Préambule

La commande publique, qui représente près de 10 % du produit intérieur brut français (soit environ 200 milliards d'euros par an), joue un rôle essentiel pour le développement de l'activité économique de notre pays. Elle constitue ainsi un enjeu fort de développement des territoires, et un levier puissant pour soutenir les entreprises qui s'engagent sur le plan environnemental et social, agissent pour l'emploi, et contribuent au développement d'une économie circulaire, sociale et solidaire.

Dans ce contexte, l'acheteur souhaite promouvoir un achat public durable et responsable qui concourt au progrès social, à la protection et la mise en valeur de l'environnement, ainsi qu'au développement économique de l'ensemble des acteurs concernés.

Le présent SPASER fixe les objectifs principaux de la politique d'achat durable de l'acheteur, tout en privilégiant le dialogue et la concertation avec les acteurs économiques locaux. Une attention particulière est portée aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) pour faciliter leur accès à la commande publique.

Ce SPASER, établi pour la période 2025 - 2026, s'inscrit également dans les orientations du Plan National des Achats Durables (PNAD), et permet d'affirmer et structurer les ambitions suivantes :

- Systématiser les achats respectueux des objectifs de développement durable ;
- S'engager dans une démarche plus durable et socialement responsable ;
- Suivre, évaluer et rendre compte de l'impact sociétal et environnemental de la démarche.

Concrètement, cela se traduira par l'insertion dans les contrats de clauses sociales favorisant le retour à l'emploi de personnes en difficulté, l'insertion de clauses environnementales respectueuse de l'environnement mais aussi de la santé, et par la prise en compte du coût global et du cycle de vie dans les achats.

L'intégration des considérations environnementales ou sociales devra respecter les grands principes de la commande publique :

- **La liberté d'accès à la commande publique**
- **L'égalité de traitement des candidats**
- **La transparence des procédures**

Au-delà de l'affirmation des orientations stratégiques sur la politique achat, ce SPASER constitue enfin un outil de mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'achat public, et permettra de rendre compte de l'implication de l'acheteur dans un développement économique responsable au travers d'une politique innovante et volontaire.

## **L'achat public durable, qu'est-ce que c'est ?**

D'après le Commissariat Général au Développement Durable, un achat public durable :

- *Intègre des dispositions en faveur de la protection ou de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social, et favorisant le développement économique ;*
- *Prend en compte l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes concernées par l'acte d'achat ;*
- *Permet de réaliser des économies « intelligentes » au plus près du besoin et incitant à la sobriété en termes d'énergie et de ressources ;*
- *Englobe toutes les étapes du contrat et de la vie du produit ou de la prestation.*



## L'ÉVOLUTION DU SPASER

### CONTEXTE

### RÈGLEMENTAIRE

**2014**

L'article 13 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 a institué les premiers SPASER, avec des « **objectifs de passation** de marchés publics **comportant des éléments à caractère social** visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés, ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs » (acheteurs publics réalisant des achats de plus de 100 millions d'€ HT par an)

**2015**

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ajoute une **obligation de définition d'objectifs (librement fixés)** de marchés comportant des « éléments à caractère écologique », et contribuant à la « promotion d'une économie circulaire »

**2021**

La loi climat et résilience n°2021-1104 du 22 août 2021 renforce le contenu des SPASER, qui doivent désormais comporter **des indicateurs précis sur les taux réels d'achats publics** socialement ou écologiquement responsables

**2023**

Le décret n°2022-767 du 2 mai 2022 **abaisse à 50 M€ le seuil** avec effet au 1er janvier 2023, et la loi industrie verte n° 2023-973 du 23 octobre 2023 étend l'obligation à **tous les acheteurs atteignant ce seuil**

## 1.1 - Contexte global

L'[article L.2111-3](#) du code de la commande publique pose l'obligation d'adopter un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables :

**« Les collectivités territoriales et les acheteurs soumis au présent code dont le statut est fixé par la loi adoptent un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables lorsque le montant total annuel de leurs achats est supérieur à un montant fixé par voie réglementaire. »**

**Ce schéma détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire. »**

La loi « climat et résilience », d'août 2021, a renforcé les obligations des acheteurs en matière de SPASER en rendant obligatoire la mise en ligne de ce schéma sur le site de l'acheteur, ainsi que la publication d'indicateurs.

Ces dispositions ont été reprises aux articles [L.2111-3](#) et [D.2111-3](#) du code de la commande publique.

Ce schéma est rendu obligatoire ([décret](#) n° 2022-767 du 2 mai 2022) pour les acheteurs ayant un montant total annuel d'achats supérieur à 50 millions d'euros hors taxes.

## 1.2 - Contexte acheteur



Bien que la Commune de Mamoudzou ne soit pas, à ce jour, au vu des montants de 50 millions d'euros Hors Taxe annuels d'achats, contrainte de mettre en place un SPASER, elle souhaite s'engager avec dynamisme dans la mise en place et la promotion de celui-ci.

Forte de son caractère précurseur au sein de l'île de Mayotte, cette démarche a également vocation à créer une émulation positive.

Fruit d'un travail transversal qui a vocation à être suivi et évalué, ce schéma constitue un outil de référence pour le développement des achats socialement et écologiquement responsables. Il s'agit d'une feuille de route centrée sur les enjeux du développement durable, s'imposant aux services de l'acheteur et donnant lieu à un plan d'action annuel.

Au-delà de l'acte d'achat, **le SPASER vise à développer et systématiser la réflexion sur le juste besoin et sur les alternatives à l'achat dans un objectif de sobriété** : acheter moins pour acheter mieux, partager pour ne pas acheter... C'est cette nouvelle dimension qu'il faut investir pour mettre en œuvre la transition écologique sur chaque acte d'achat, qu'il concerne des travaux, des fournitures, ou des services.

Par ailleurs, le SPASER doit contribuer au développement de l'économie locale par une meilleure connaissance et communication auprès du tissu économique local.

En interne, **l'élaboration d'un SPASER offre l'opportunité de faire évoluer l'organisation de l'acheteur et de créer une culture commune de l'achat public responsable.**

Ce schéma fera ainsi l'objet, chaque année, d'un bilan présenté en interne et d'une information relayée auprès des citoyens.

Des indicateurs précis seront également développés pour mesurer l'efficacité et l'impact des mesures prises dans le cadre de ce schéma.

#### **Le schéma se décline à travers les quatre axes suivants :**

- **Axe social** : pour une commande publique qui soutient l'économie sociale et solidaire, favorise l'emploi durable et l'insertion sociale par l'emploi ;

- **Axe environnemental** : pour une commande publique en pointe sur les enjeux environnementaux et l'économie circulaire ;

- **Axe économique** : pour une commande publique facile d'accès, favorisant le développement des TPE/PME, innovante, performante et soucieuse de la bonne gestion des deniers publics ;

- **Axe gouvernance** : pour une stratégie achat plus performante et plus responsable.

Chaque axe est organisé autour d'objectifs, de moyens d'actions et d'indicateurs de suivi de ces actions. Les objectifs clés feront l'objet d'une communication régulière sur le site de l'acheteur.

Enfin, chaque action se rattache à l'un des 17 objectifs de développement durable (ODD) définis par l'ONU dans son Agenda 2030.

## 2 - Axe social

Cet axe s'attache à faire de la commande publique un levier pour l'emploi et l'insertion des publics en difficulté sociale et professionnelle.

Il s'agit également de réserver une part de la commande publique aux secteurs du handicap, de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire, et d'inciter les opérateurs économiques à lutter contre les discriminations et à promouvoir l'égalité dans leurs pratiques d'employeurs.

Cette démarche contribue ainsi à faciliter l'accès à l'emploi de l'ensemble des publics.



## 2.1 – Objectifs

Cet axe se concrétise sous la forme des objectifs suivants :

- Soutenir l'économie sociale et solidaire
- Développer les opportunités d'insertion pour les personnes éloignées de l'emploi
- Développer le recours aux marchés réservés
- Développer le recours au secteur de l'insertion sociale par l'activité économique (SIAE)
- Développer le recours aux entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS)

## 2.2 - Moyens d'action

Les moyens d'action identifiés pour mener à bien ces objectifs sont les suivants :

- Développer le sourcing
- Identifier, lors du recensement des projets d'achats, les marchés pouvant intégrer des clauses d'insertion sociale, notamment en marchés de services pour lesquels il n'y a actuellement aucune action
- Poursuivre le travail de promotion des clauses sociales en interne et faciliter la mobilisation de la CRESS par les entités de la commande publique et les services de la Ville
- Réserver des marchés aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)
- Valoriser les propositions des candidats aux marchés publics intégrant des démarches de qualification (recours à l'apprentissage, aux formations en alternance...)
- Lors de la construction de tout nouveau bâtiment, rappeler l'enjeu de l'accessibilité pour un maximum de publics, notamment les PMR, via des clauses dans les CCTP
- Participer à des temps de rencontre entre les acheteurs de la Ville et les acteurs économiques du territoire, notamment ceux organisés par le département
- Développer la possibilité pour les candidats de proposer des variantes sociales

## 2.3 - Indicateurs et objectifs cibles

L'atteinte des objectifs sera mesurée au travers des indicateurs suivants :

Indicateur	Objectif cible
Nombre de marchés passés avec un critère social	3
Nombre de marchés passés avec un critère valorisant les démarches de qualification	2
Pourcentage de marchés intégrant une clause sociale (sur montant total des achats)	5
Nombre de marchés examinés par la CRESS	20
Nombre de marchés réservés aux SIAE	2
Nombre de marchés réservés avec clause sociale axée sur les jeunes de moins de 26 ans	4
Nombre de marchés comportant des clauses d'accessibilité PMR	2
Nombre de marchés réservés aux structures de l'ESS	1
Nombre de marchés avec des variantes sociales autorisées	5

## **3 - Axe environnemental**

Cet axe s'attache à développer les achats minimisant les impacts sur la santé humaine, l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité afin de préserver les générations futures. Il vise à faire de la commande publique un levier de la transition écologique.

Il s'agit de s'interroger, pour chaque acte d'achat, sur les objectifs à dimension environnementale, énergétique, écologique et sanitaire pouvant être mis en œuvre par le marché et donc privilégier les matériaux et produits verts, écoresponsables, durables et à faible impact sanitaire.

### 3.1 – Objectifs

Cet axe se concrétise sous la forme des objectifs suivants :

- Réduire la consommation énergétique
- Expérimenter l'intégration de l'empreinte carbone dans certains marchés ciblés (par exemple en prestations intellectuelles, en marchés de formations)
- Prévoir des dispositions environnementales dans tous les contrats qui s'y prêtent
- Mettre en œuvre des actions de prévention et réduction des déchets dans la commande publique
- Favoriser les circuits courts et le recours aux fruits et légumes de saison
- Eviter la surconsommation dans le cadre du parc informatique

### 3.2 - Moyens d'action

Les moyens d'action identifiés pour mener à bien ces objectifs sont les suivants :

- Systématiser l'identification des leviers « énergie/carbone » dès la programmation des marchés et progressivement les mettre en place dans les marchés concernés
- Eviter les déplacements inutiles
- Dans les marchés de prestations intellectuelles, exclure l'usage de l'avion pour les déplacements liés à la mission (réunions, visites sur site...). Dans les cas où une exclusion complète n'est pas possible, valoriser les offres des prestataires qui s'engagent à n'utiliser que des modes terrestres
- Imposer un pourcentage de critères environnementaux
- Imposer un pourcentage de clauses environnementales
- Réduire les déchets en marchés alimentaires
- Développer, dans les marchés de restauration scolaire, les menus avec une option végétarienne et les menus sans chair animale une fois par semaine au moins
- Favoriser la livraison en vrac plutôt qu'en petit conditionnement et/ou limiter l'usage des emballages plastiques
- Réduire les déchets via les tris sur le chantier directement en marchés de travaux, imposer au titulaire d'avoir un « référent déchets de chantiers » afin de prévenir et avoir le suivi des déchets de chantiers qui ne sont pas toujours respectés aujourd'hui
- Mettre en place des clauses d'incitation aux circuits courts et fruits et légumes de saison via une clause dans le cahier des charges ou via un critère
- Valoriser le reconditionnement et/ou les produits issus du recyclage dans les marchés informatiques (via des critères notamment)
- Demander des justificatifs des actions faites par le titulaire dans le cadre de la réduction des gaz à effet de serre
- Désigner un référent aux considérations environnementales au sein de la Ville
- Faire appel plus fréquemment au « guichet vert » de la CRESS pour leur demander les considérations environnementales les plus pertinentes au regard du marché en question
- Créer et faire vivre un groupe de travail pour le SPASER, réunissant les acteurs de la Ville et les partenaires institutionnels extérieurs
- Expérimenter la notion de coût global dans les marchés publics, via un critère d'attribution spécifique
- Eviter la surconsommation en expérimentant un questionnaire sur le besoin : est-il pertinent ? Est-il possible de prolonger la durée de vie du produit ?
- Développer la possibilité pour les candidats de proposer des variantes environnementales

### 3.3 - Indicateurs et objectifs cibles

L'atteinte des objectifs sera mesurée au travers des indicateurs suivants :

Indicateur	Objectif cible
Pourcentage de marchés intégrant un critère environnemental (sur nombre total de marchés)	5
Pourcentage de marchés intégrant une clause environnementale (sur nombre total de marchés)	15
Introduire un critère de coût global	1
Nombre de marchés faisant appel au « guichet vert » de la CRESS	10
Nombre de marchés de fournitures incluant de la réutilisation ou des clauses relatives aux matières recyclées	2
Nombre de marchés avec des clauses favorisant la réduction ou suppression des emballages	2
Nombre de marchés avec des variantes environnementales autorisées	5

## **4 - Axe économique**

Cet axe s'attache à rendre attractifs et compréhensibles les projets d'achats de l'acheteur auprès du tissu économique local afin de contribuer au développement du territoire, et ce dans le respect de la réglementation en matière de commande publique.

Il s'agit ainsi de développer et maintenir des relations équilibrées, respectueuses et de confiance avec l'ensemble des opérateurs économiques, et de rapprocher l'offre de la demande.

## 4.1 – Objectifs

Cet axe se concrétise sous la forme des objectifs suivants :

- Développer le sourcing en organisant, anticipant et programmant l'acte d'achat
- Faciliter l'accès des TPE/PME à la commande publique
- Simplifier et faciliter l'accès à la commande publique pour les opérateurs économiques / le tissu économique local

## 4.2 - Moyens d'action

Les moyens d'action identifiés pour mener à bien ces objectifs sont les suivants :

- Favoriser et développer une stratégie d'allotissement de ses achats et justifier systématiquement de l'absence de recours à l'allotissement
- Systématiser et pérenniser le sourcing

## 4.3 - Indicateurs et objectifs cibles

L'atteinte des objectifs sera mesurée au travers des indicateurs suivants :

Indicateur	Objectif cible
Nombre de consultations alloties	30
Nombre de sourcing effectués	20

## **5 - Axe gouvernance**

Cet axe s'attache à développer l'appropriation, par l'ensemble des acteurs de la commande publique, de la politique globale de l'acheteur en matière d'achats responsables.

Il s'agit notamment de veiller à faire connaître le SPASER et les engagements qu'il comporte, mais également de suivre et d'évaluer chaque année la politique d'achats responsables de l'acheteur.

## 5.1 – Objectifs

Cet axe se concrétise sous la forme des objectifs suivants :

- Développer le sourcing
- Développer la communication pour partager et valoriser les engagements de l'acheteur
- Faire connaître le SPASER en interne et en externe
- Suivre et évaluer la politique d'achats responsables de l'acheteur
- Editer un bilan annuel du SPASER

## 5.2 - Moyens d'action

Les moyens d'action identifiés pour mener à bien ces objectifs sont les suivants :

- Mettre en place un comité de pilotage du SPASER
- Former l'ensemble des intervenants dans le processus achat aux enjeux du SPASER, avec des achats durables et responsables
- Communiquer sur les engagements, les progrès et les résultats de la ville (réseaux sociaux et site internet)
- Rendre compte de l'avancée des actions dans le cadre d'une gouvernance élargie ancrée dans notre territoire (CRESS et éventuellement d'autres collectivités intéressées par la démarche)

## 5.3 - Indicateurs et objectifs cibles

L'atteinte des objectifs sera mesurée au travers des indicateurs suivants :

Indicateur	Objectif cible
Suivi semestriel des actions menées dans le cadre du SPASER	1



## 6 – Lexique

Sigle	Désignation
CGDD	Commissaire Général au Développement Durable
EA	Entreprise Adaptée
ESAT	Établissement et Service d'Aide par le Travail
ESS	Économie sociale et solidaire
PNAD	Plan National pour des Achats Durables
RAPIDD	Réseau des Administrations Publiques Intégrant le Développement Durable
SIAE	Structure d'Insertion par l'Activité Économique
SPASER	Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables
TPE	Très Petite Entreprise
PME	Petites et Moyennes Entreprises